

BULLETIN INTERNATIONAL

Monde Sans Guerres et Sans Violence, Organisation Humaniste Internationale



Numéro 8, Juillet 2011



Chers lecteurs, peut-être avez vous remarqué que le bulletin de Monde sans Guerres et sans Violence n'a pas été publié en mai et juin.

Nous avons été très occupés par la campagne économique de soutien à MSG et le recensement de ses membres, mais pour compenser votre attente nous présentons aujourd'hui cette édition spéciale, plus longue que d'habitude, avec des articles sur les nombreuses choses intéressantes qui se sont passées ces mois derniers.

Nous espérons que vous l'apprezieriez.

L'équipe de Rédaction

SOMMAIRE

- 1-2 Au bord d'une révolution mondiale ?
- 3 Espagne : La Marche des Indignés
- 4-5 Grèce : La vérité sur la Révolution grecque émerge du nuage des gaz chimiques
- 6 Islande : Le silence des médias européens à propos de l'Islande n'est pas une coïncidence ; Le Costa Rica interdit la production d'armes à uranium appauvri dans ses zones franches
- 7 Italie : Un vent de changement souffle; Nouvelles du Mozambique et d'Italie
- 8 Nouvelles d'Equateur et d'Argentine

Au bord d'une révolution mondiale ?

Qu'est-ce que la Bolivie, l'Islande, la Tunisie, l'Égypte et l'Espagne ont en commun ? Mis à part le fait d'être respectivement célèbres pour : des femmes aux chapeaux melons, des volcans, des mosaïques, des pyramides et Rafael Nadal, il semble y avoir peu de choses qui relient ces divers pays, et pourtant ils sont tous soumis aux formes les plus radicales de la révolution sociale dont nous avons été témoins depuis la chute du Mur de Berlin et de l'Empire soviétique.

Il est fort probable cependant, du moins dans le cas de la Bolivie, l'Islande et l'Espagne, que les gens du monde entier n'aient aucune idée de ce qui se passe. Récapitulons :

Janvier 2006 - BOLIVIE : Evo Morales, un indigène Bolivien est élu au pouvoir par 54 % des Boliviens, puis réélu en 2009 par 63 % des électeurs. Morales a été élu lors de sa campagne pour : créer une assemblée constituante pour élaborer une nouvelle constitution, nationaliser l'industrie du gaz et introduire la réforme agraire, réformes qu'il a toutes réalisées lors de son premier mandat. Dans la nouvelle constitution, l'utilisation de la guerre comme moyen de résoudre les conflits a été abolie.

Janvier 2009 - ISLANDE : le gouvernement islandais est renversé par les manifestations populaires qui ont commencé lors de l'écroulement du système bancaire privé islandais. Les accords pour que les citoyens d'Islande remboursent les pertes encourues par le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont été rejetés deux fois en 2010 et 2011 et un forum national a été convoqué qui a mené à la création d'une Assemblée Constitutionnelle pour concevoir une nouvelle constitution nationale.

Décembre 2010 - TUNISIE : Mohamed Bouazizi, un marchand ambulant de la petite ville de Sidi Bouzid, s'immole par le feu dans un acte de désespoir après la confiscation de ses marchandises, très probablement due au fait qu'il n'ait pas payé de dessous de table à la police locale. Cet acte a suscité des manifestations à travers le pays qui ont finalement mené à la chute du dictateur Ben Ali 28 jours plus tard. Depuis lors, une série de fonctionnaires proches du dictateur ont démissionné, la police secrète a été dissoute et des élections pour une assemblée constituante sont prévues le 23 octobre.

Janvier 2011 - ÉGYPTÉ : une campagne de résistance civile principalement non violente commence, apparemment inspirée par les événements en Tunisie, le meurtre par la police d'un jeune homme, Khaled Saeed, le gouvernement oppressant de Hosni Mubarak et l'état d'urgence qui était en vigueur depuis 1967. Les manifestants exigeaient le départ du Dictateur et en 3 semaines il était parti. De plus, la constitution a été changée, le très craint parti Démocrate national et la police secrète ont été dissous et Mubarak est en état d'arrestation et soumis à un procès ainsi que ses fils.

Mai 2011 - ESPAGNE : un mouvement qui a fleuri sur les réseaux sociaux sous le nom de *Démocratie Réelle Maintenant* appelle à manifester partout en Espagne le 15 mai, une semaine avant les élections municipales du 22 mai. A Madrid, la brutalité policière contre les manifestants les a amenés à camper à la Puerta del Sol, la place centrale, et un phénomène semblable se diffuse en solidarité dans toutes les parties de l'Espagne et dans la communauté espagnole d'autres pays. Depuis lors, le mouvement s'est rebaptisé *15-M* et a développé un style de consultation publique sous forme d'Assemblée avec des rassemblements publics énormes dans les grandes villes, des villes et des villages, toujours dans le but de rassembler les demandes des gens et d'arriver à des accords basés sur le consensus. Actuellement le mouvement marche à travers toute l'Espagne pour atteindre la capitale le 23 juillet pour ce que l'on prévoit d'être une manifestation massive contre la corruption politique, le système démocratique pourri et les lois électorales qui le maintiennent.



Avec tous ces événements, nous pouvons légitimement nous demander si une Révolution Mondiale est en marche.

Il est clair que le système économique ne peut plus être maintenu. Le système basé sur la spéculation – qui signifie que le prix du pétrole n'est pas déterminé par combien cela coûte de l'extraire aujourd'hui, mais par combien il peut être vendu à l'avenir – entraîne la hausse encore plus forte du coût de la nourriture et met de plus en plus de pression sur les pauvres dans le monde. Le système bancaire basé sur la spéculation a atteint un point d'écroulement et les gouvernements dilapident l'argent des contribuables pour le sauver. Si vous ou moi allons au casino et perdons tout notre argent en jouant au poker, nous sommes personnellement responsables. Si une banque perd tout notre argent par des stratégies de jeu risquées alors apparemment les gouvernements – c'est-à-dire les contribuables – doivent payer !

Toutes les révolutions décrites ci-dessus peuvent en fait être reliées à l'épouvantable privation économique endurée par les populations de ces divers pays en raison d'un système économique qui ne marche pas, et en réalité n'a jamais marché que pour une minorité de la population mondiale.

La crise frappera finalement toutes les économies du monde et en beaucoup d'endroits la Droite conservatrice et violente apparaîtra dans le rôle du sauveur, seulement pour persécuter le peuple encore plus.

Et ensuite nous verrons – comme nous l'avons vu avec l'effondrement du système soviétique – qu'il n'y aura pas d'apocalypse. Au contraire nous verrons, comme nous le voyons dans ces pays qui sont une source d'inspiration, que le chemin de la non-violence se révélera être le chemin le plus efficace. Un chemin non-violent qui peut pousser le système à exhiber sa violence, est la voie la plus rapide vers la révolution sociale. C'est la leçon que nous avons apprise de Gandhi et Luther King.

Partout où *Monde sans Guerres* agit, il nous revient de contribuer avec le meilleur de nous-mêmes et de transmettre tout ce que nous avons appris au sujet de la non-violence à tous ceux qui sont prêts à s'asseoir et à l'écouter. Par la non-violence notre avenir collectif en tant qu'espèce humaine est assuré, de même que par la violence, notre destruction collective en tant qu'espèce humaine est également assurée.

L'équipe de Rédaction

ESPAGNE : Marche Populaire des Indignés

Le 15-M prend les « routes » après avoir pris les « places » et les « quartiers ». Une grande marche composée de 8 colonnes atteindra Madrid le 23 juillet. Les Marches, parties de tous les points cardinaux du pays, vont prendre 30 jours. Une autre marche a lieu dans les Îles Canaries.



Nous sommes face à un nouveau défi de la part du 15-M qui ne cesse jamais de surprendre par sa créativité. Il a débuté en prenant les places, pour ensuite s'étendre aux quartiers et aux villes et maintenant il va Marcher – à pied – sur les routes du pays. Environ 200 activistes du 15-M ont commencé la **Marche Populaire des Indignés (MPI)** avec l'objectif de faire connaître directement leurs propositions, leurs assemblées et leurs expériences. Ces marches marathoniennes vont leur faire parcourir des centaines de villes durant un mois. Certains jours ils auront à parcourir plus de 30 km, avec une moyenne de 22 km par jour.

8 routes recouvrant toute la géographie

La MPI a débuté sur la route Est partant de Valence le 19 juin dernier, et dans les jours qui ont suivi, les autres marches ont commencé : celle du Nord-Est en provenance de Barcelone, celle du Nord partie de Navarre-Pays Basque, celle du Sud depuis Cadix, celle du Nord-Ouest depuis Saint-Jacques de Compostelle et différentes villes de Galice et des Asturies, celle du Sud-Est depuis Murcie et celle de l'Ouest depuis l'Estrémadure. La distance à parcourir pour chaque marche varie de 450 à 700 km. L'ensemble des marches principales et secondaires représentent plus de 5000 km à parcourir sur les routes du pays.

Assemblées dans les villages

En arrivant dans les villages, des assemblées sont réalisées avec les habitants du lieu pour échanger des expériences, recueillir les nécessités et resserrer les liens, afin de continuer à amplifier ce grand mouvement qui est en train de s'éveiller. Un modèle « d'Assemblée du chemin » a été mis au point pour faciliter l'apprentissage de cette forme caractéristique d'organisation et de communication avec un grand nombre de personnes. Sur le parcours on va recueillir des images, des idées, des écrits, des chansons, des expériences et des amis, beaucoup d'amis seront réunis.

Les revendications de la MPI

Entre autres revendications, la MPI condamne le « Pacte de l'euro » qui sera prochainement signé en Europe, parce qu'il représente la consolidation du modèle dans lequel les citoyens paient pour les abus des spéculateurs...

Quel est le sens de la MPI et quelles conséquences peut-elle avoir ?

La MPI peut servir à consolider la relation entre les diverses assemblées créées à la suite de l'extension du 15-M dans les quartiers et les villages, en plus d'exercer une coordination nécessaire dans une action commune au niveau national.

Cette Marche ne doit pas être interprétée comme une simplification de la protestation, mais plutôt comme une extension de celle-ci : disséminer l'action du 15-M en créant de nouvelles assemblées, apprendre d'autres expériences collectives de résistance et de lutte, se connecter et créer des réseaux.

La MPI pourrait représenter une nouvelle étape dans le développement du 15-M comme mouvement d'action et de mobilisation. Dans son processus vertigineux, qui date d'à peine un mois et demi, il a produit quelques mobilisations qui entreront dans l'histoire. Il faut souligner que ces mobilisations ont eu lieu sans le soutien des médias.

Les sondages d'opinion publiés dans divers média montrent que le 15-M continue à bénéficier d'un degré élevé de soutien populaire. Si ceci se maintient, il se peut que le 23 juillet il y ait une mobilisation semblable ou encore plus grande que celle du 19 juin. Dans ce cas le processus du 15-M pourrait exploser et même contaminer et inspirer des groupes dans d'autres pays, notamment autour de la Méditerranée, ou bien partout où existent des situations semblables.

La forme particulière de la #spanishrevolution avec ce style qui combine les assemblées avec une méthode, avec l'action permanente, pacifique et non violente, sans leader, avec des

fonctions tournantes, etc. Cette combinaison, avec beaucoup de travail appliqué avec des touches d'inspiration, finit par donner une efficacité et une simplicité facilement imitables, exportables et reproductibles par ceux qui sont dans la même fréquence, dans cette « nouvelle sensibilité ».

Par contre le phénomène du 15-M est incompréhensible, insaisissable et imprévisible par ceux qui le regardent avec une vieille mentalité, avec des valeurs périmées. Ce sont ceux qui demandent « où est l'argent », ou le parti, ou le leader dans l'ombre qui fait bouger ces jeunes. Ceci arrive parce que ceux qui pensent de cette manière n'ont jamais eu d'expérience semblable et sont incapables de comprendre que toute une génération est en train de se réveiller. Une génération qui prend conscience de sa propre existence, de sa capacité, de ses possibilités, et qui a perdu la crainte du pouvoir parce qu'elle a découvert que son avenir est entre ses propres mains, qu'elle peut et doit le construire. Ils se sont « dévoilés », le voile qui les empêchait de voir cette possibilité est tombé, un voile derrière lequel sont cachés ceux qui les accusent d'être paresseux, violents, indifférents, excessivement protégés, etc.

Si le 15-M passe le test des Marches sur Madrid en juillet, il sera en conditions de relever d'autres défis plus grands, vis à vis des élections générales et, pourquoi pas, d'inspirer d'autres manifestations et des actions communes à l'échelle européenne...

www.marchapopularindignada.wordpress.com





La vérité sur la révolution grecque émerge du nuage des gaz chimiques

Les révélations sur la nature non-violente du mouvement des « indignés » et le week-end historique des 28 et 29 juin, la répression à un stade sans précédent, la provocation et la propagande des media.

Jusqu'à mai 2010

Un rapide passage en revue de l'état des politiques en Grèce depuis la restauration de la démocratie en 1974 montre clairement que dans l'esprit du peuple, les deux partis politiques au pouvoir en alternance sont caractérisés par la corruption et l'implication dans le pillage du pays tout au long des 37 dernières années. Au-delà du gaspillage de fonds publics, l'effondrement économique est du : a) aux emprunts massifs ; b) à un secteur public inefficace ; c) à la modification et au détournement du développement et donc du profil économique du pays et d) aux dépenses militaires excessives.

Ainsi à l'automne 2009, après que le gouvernement « socialiste » nouvellement élu de Georges Papandreou ait accédé au pouvoir sur la base d'un programme de politique sociale, il exprima sa « surprise » devant le chaos de l'économie grecque hérité du gouvernement précédent. Le gouvernement fut donc « obligé » d'organiser l'ingérence du FMI dans les affaires du pays, qui prit dûment place 6 mois plus tard, avec le partenariat entre le FMI, la Banque Centrale Européenne et l'Union Européenne, plus communément dénommé la Troïka.

Jusqu'au 25 mai 2011

L'accord de prêt - qui n'a jamais été ratifié par le parlement Grec - plaçait comme priorité la réduction des salaires et des pensions et une réduction de la sécurité sociale et du système de protection du travail. Des douzaines de lois sur le travail affectant aussi bien le secteur public que privé ont été balayées. Au même moment, en dépit d'injections massives de monnaie dans les banques grecques, les valves des liquidités ont été fermées, coupant net les crédits de centaines de petits commerces.

Et le chômage, en particulier chez les jeunes, a augmenté à une vitesse incalculable. Et pourquoi les gens n'ont-ils pas réagi ?

En mai 2010 plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues, mais l'efficacité et l'appel des leaders syndicaux corrompus ont été très modérés en dépit de l'ampleur de la crise. Il est clair qu'un gouvernement « socialiste » ne pouvait oser prendre des mesures si extrêmes qu'avec le soutien silencieux des syndicalistes.

Ainsi, le sentiment général était l'hébétude et la surprise d'une personne qui vient d'être dévalisée et se sent déconcertée, sans la force de crier à l'aide. Et si les Grecs ont appris à vivre avec le MoU (Memorandum of Agreement - Protocole d'accord), avec les attaques quotidiennes contre leur qualité de vie et semblaient se tenir tranquilles... Il semble que la population attendait juste un signe pour agir.

Le mouvement grec des indignés

Le signe arriva d'Espagne : « Restez tranquilles, ou vous allez réveiller la Grèce. » J'ai idée que l'inventeur de ce slogan ne pouvait imaginer l'influence et la prise de conscience qu'il provoquerait. Depuis le 25 mai 2011 et jusqu'au jour de rédaction de cet article (7 juillet 2011) les indignés Grecs campent sur la Place du Parlement et dans 35 autres villes de Grèce, donnant une réponse sans précédent sur le plan de la maturité et de la dynamique sociale, montrant ce qu'il est possible d'atteindre lorsque le cœur et l'esprit sont à l'unisson. Les revendications principales sont : retrait du mémorandum, sortie du FMI, désaveu de la dette.

Grâce à une assemblée publique quotidienne et la démocratie directe, nous sommes à même de bouger simultanément dans 3 directions : a) pression pour évincer le second Mémorandum les 29 et 30 juin ; b) explorer les moyens de prouver l'illégalité de la dette extérieure et c) explorer les modes d'organisation sociale qui ne permettront à aucun « représentant » de négocier à nouveau nos vies au rabais.

Le 29 juin, 155 parlementaires ont voté le soi-disant « gouvernement à moyen-terme », au milieu de pressions cauchemardesques sur la société, effaçant toute notion de représentation subsistant en Grèce. Dans le second Memorandum, les mesures s'étendent jusqu'en 2015, les prêteurs et le gouvernement sont allés encore plus loin que dans le premier. Outre les baisses généralisées du revenu, et des budgets de l'éducation et du système de santé, elles représentent un programme de cession des biens publics en échange du paiement de 50 milliards d'euros. Dans ce projet, pratiquement toutes les entreprises publiques sont mises en vente (telles que l'énergie, l'eau, les ports, les aéroports, etc.) et une série de « filets » de milliers d'hectares vont être vendus, faisant peser un lourd fardeau sur toute tentative de reprise de l'économie grecque.

La propagande

Dans les médias nationaux le mouvement des « indignés » a d'abord fonctionné comme un produit séduisant, tant qu'il paraissait naïf et innocent. Ils l'ont plutôt soutenu, tout en minimisant son dynamisme et ses aspirations profondes. Ainsi durant une vingtaine de jours (jusqu'au 15 juin), le mouvement était sous le feu des projecteurs avec des articles détaillés et des gros titres. Mais lorsque le 15 juin plus d'un million de personnes ont envahi les rues de la capitale autour de la Place Syntagma et des milliers d'autres à travers le pays, les leaders politiques se sont retrouvés face à la pression des marchés financiers internationaux et un revirement clair des médias est devenu évident.

Le mouvement est devenu des plus dangereux et n'est pas passé loin de pousser le gouvernement vers la sortie, sauvé seulement par une manœuvre de dernière minute conduisant à l'« unité » inter-partis et installant comme Ministre de l'Economie E. Venizelos, jusqu'alors dauphin politique de Papandreou.

Depuis le 16 juin, les médias nationaux ont choisi la voie du silence. Nous avons cessé de voir des gros titres et des articles importants, malgré l'engagement massif des gens. Et lorsque le 29 juin, la police a déclenché une attaque sans précédent sur la population, les médias ont tenté de le masquer. Fort heureusement, la compétition entre eux les en a empêché, et le jour suivant ils ont révélé une partie de la vérité. A l'issue de ces 2 jours explosifs, les médias nationaux sont revenus à leur tactique précédente et aujourd'hui les « indignés » ont à nouveau disparu...

De leur côté, les médias internationaux ont respecté avec constance une règle de communication plus radicale. Pour commencer, ils n'ont jamais présenté le vrai visage des « indignés », ils n'ont pas rapporté qu'il s'agit d'une protestation quotidienne avec les mêmes



caractéristiques que celles de la révolution espagnole, avec un profil clairement non-violent, bien au contraire ils n'ont parlé que des soulèvements violents en mettant l'accent sur la minorité négligeable de 200 personnes (sur un million) qui ont décidé d'affronter violemment la police. Il est clair que cette image correspondait très bien avec celle des Grecs « paresseux » qui préfèrent emprunter plutôt que de travailler et au moment de payer se révoltent. Une image peu cohérente avec le nombre de statistiques européennes dans lesquelles les Grecs sont en tête de liste des bas salaires, avec le nombre d'heures travaillées par semaine le plus élevé.

La provocation

Et les émeutes ? Puisqu'il s'agit d'un mouvement non-violent comment les émeutes sont-elles arrivées ?

Depuis 30 ans on entend d'intenses spéculations autour de ceux qui travailleraient main dans la main avec la police pour provoquer des émeutes. Mais c'est la première fois que ce phénomène a été exposé sérieusement et même discuté au Parlement, le Ministre de la Justice et de l'Ordre Public déclarant que ce cas nécessitait des investigations plus approfondies. En chemin, bien sûr, vidéos et photographies prouvant la vérité vont lentement glisser aux oubliettes...

Mais cela signifie-t-il que toute la violence a été initiée par les agents de la police ? Bien sûr que non. Un petit nombre d'entre eux ont mis le feu et un plus large groupe d'anti-autoritaristes l'ont maintenu.

Ces jeunes, bien que parlant de démocratie dans leurs discours ordinaires, ne parviennent pas à comprendre qu'ils abusent ainsi la majorité de leurs concitoyens qui appellent à une lutte non-violente.

Ils ne comprennent pas que la violence amène plus de violence, que la répression est le seul mode que peut appliquer ce système. Ils ne comprennent pas qu'en utilisant la violence ils aident ce système de manière démesurée, en lui donnant l'opportunité : a) de faire partir les protestants pacifiques, b) de discréditer moralement l'ensemble du mouvement, et c) de propager la peur et la panique qui retiennent de nombreux participants potentiels.

La répression policière

29 juin, jour de vote du programme à moyen terme par le gouvernement. Le rôle de la police jusque là était plus ou moins connu. Ils attendent que les émeutes commencent pour intervenir alors avec usage à discrétion des armes chimiques qui, en même temps que les « cagoulés », permettent de chasser commodément les autres manifestants. Ainsi ils retiennent l'attention des médias et leur offrent les images qu'ils veulent.

Qu'est-ce qui a changé le 29 juin ? C'est la cible qui a changé... Au lieu des 200 manifestants violents, la police a pourchassé les centaines de milliers de manifestants pacifiques avec une furie sans précédent. La police a peu utilisé les bâtons, car de nos jours du sang en abondance n'est pas très flatteur pour son image, mais principalement une guerre chimique préhistorique sans précédent et au-delà de toute logique. En évidente violation de la convention de Genève, les forces répressives du pays ont déversé 2680 bombes lacrymogènes hautement toxiques, suivant le plan impeccablement exécuté d'évacuer le mouvement hors de la place. Ils ont même pourchassé les gens sur des kilomètres dans les cafés et les restaurants.

Mais le mouvement n'en a été que plus déterminé. Les gens n'ont pas réagi comme le souhaitait le système. Ils ne sont pas partis non plus. Ils sont restés là et se sont empoisonnés les poumons dans un acte historique de désobéissance civile, de résistance active non-violente semblable aux mouvements de Gandhi et Martin Luther King. Grâce à leurs masques fabriqués maison et des bains de malox, le mouvement est resté sur place pour voter contre le programme à moyen-terme. Le programme est devenu une loi d'Etat mais l'Etat a perdu sa respectabilité morale.

Le 29 juin, la Grèce a perdu ce qui restait de démocratie dans le système.

Le 29 juin, la Grèce a gagné la chose la plus précieuse qui lui manquait. La Grèce a obtenu l'unité de son peuple qui a répondu de manière non-violente, avec un courage extrême et avec la détermination de surmonter la plus grande injustice sociale de l'histoire européenne moderne.

Le tollé dans la société a été énorme. Le syndicat de la police a condamné la mesure qu'elle a été contrainte de suivre. Le syndicat des armées a condamné la violence de la police. Et malgré tous ces produits chimiques dans l'atmosphère, le ministre de la santé a commenté que les rapports faisant état d'abus de violence sont exagérés.

En décembre 2008, lorsqu'Athènes s'embrasait suite au meurtre d'un jeune garçon de 16 ans par un officier de police, les médias ont porté leur attention sur Athènes avec les photos du pillage de la ville par des milliers de personnes. Mais deux ans et demi plus tard, une maturation énorme de la conscience des Grecs a donné l'un des signaux les plus prometteurs de la première révolution globale non-violente, déjà en marche dans des centaines de villes à travers le monde, par le biais du mouvement des « indignés ».

La couleur de la révolution est le blanc, parce qu'elle émane de la Lumière dans nos consciences.

Kostas Klokas, Monde Sans Guerres et Sans Violence, Grèce





Le silence des médias européens à propos de l'Islande n'est pas une coïncidence

Les principaux médias ont été silencieux sur les manifestations et l'exemple d'une révolution populaire qui a eu lieu en Islande il y a deux ans, lorsque les citoyens ont fait démissionner le gouvernement et réécrire la constitution. Parce que les événements en Islande sont un modèle à suivre en matière de révolution populaire, l'information a été étouffée. La censure concernant la révolution en Islande est un exemple typique de la façon dont est traitée l'information quand celle-ci peut s'avérer dangereuse pour l'élite politique et financière.

Les habitants de l'Islande ont refusé la forme actuelle de leur gouvernement ; les grandes banques ont été nationalisées et les gens ont décidé qu'ils ne paieraient pas les dettes créées par les politiciens. La nouvelle constitution déclare que c'est le citoyen, et non le politicien, qui est le principal protagoniste politique.

Bien que la révolution n'ait pas été totalement calme et exempte d'incidents violents, l'Islande est devenue l'un des exemples respectables d'une réaction pacifique et digne de personnes, qui ont effectivement remporté un contrôle plus démocratique.

Les faits étouffés à propos de l'Islande

2008. La plus grande banque est nationalisée. La monnaie s'effondre, la Bourse ferme. Le pays fait faillite.

2009. Des masses de gens protestent devant le Parlement et font démissionner le Premier ministre et son gouvernement. Les politiciens appellent à payer la dette au Royaume-Uni et aux Pays-Bas -selon ce plan, l'Islande paierait 3.500 millions d'euros au cours des 15 prochaines années à un taux d'intérêt de 5,5%.

2010. Les gens vont dans la rue, appellent à la tenue d'un référendum et y parviennent. En Janvier le président refuse de ratifier la nouvelle loi et annonce qu'il se concertera avec l'UE à ce propos. Les gens retournent à nouveau dans la rue. En Mars se tient un référendum à l'issue duquel 93% des citoyens refusent de payer la dette au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

Une deuxième tentative de remboursement avec des taux d'intérêt plus bas et un délai plus long est également rejetée par référendum du peuple islandais.

Le gouvernement est contraint à commencer une enquête qui doit examiner si les représentants de l'État sont légalement responsables de la crise financière. Certains banquiers et gestionnaires sont arrêtés. Interpol établit une ordonnance et tous les banquiers impliqués doivent quitter le pays.

Les gens écrivent une nouvelle constitution qui n'est plus une copie de la constitution danoise.

Une Assemblée constituante, formée de personnes directement élues par le peuple, a commencé à fonctionner en février 2011, et a présenté un projet de nouvelle constitution fondée sur le consensus et les recommandations d'experts, et avec une large utilisation d'Internet pour rassembler les opinions des citoyens islandais. Ce projet devra être approuvé par les nouveaux représentants du Parlement qui ont été élus lors des nouvelles élections.

Ceci est un bref historique de la révolution en Islande : démission du gouvernement, nationalisation des banques, référendum général, arrestation des personnes responsables de la crise et une nouvelle constitution directement écrite par le peuple.

Des milliers de journalistes travaillant pour des journaux d'entreprise, des stations de radio et des chaînes de télévision ont rejoint le boycott des informations sur l'Islande.

La société civile en Islande a résisté contre un système corrompu et insoutenable et nous a donné une leçon de démocratie réelle - une leçon qui tôt ou tard sera très connue et appréciée.

COSTA RICA

Le Costa Rica interdit la production d'armes à uranium appauvri dans ses zones franches

L'opposition politique contre les armes à l'uranium appauvri grandit au Costa Rica : une loi interdisant la production de ces dernières au sein de ses zones franches vient d'être promulguée.

Ce mouvement n'est pas sans précédent au pays : des mesures similaires avaient été prises il y a trois ans pour limiter la fabrication d'équipements militaires à infrarouge sur le territoire costaricain. Selon ses législateurs, le Costa Rica est fier de sa politique étrangère et domestique pacifiques et pense que de telles politiques devraient s'étendre à d'autres domaines de la vie, tels que le commerce et l'industrie.



Le Parti National Libéral de la Députée Edine von Herold Duarte a su saisir l'occasion de mettre en place cette loi lorsque l'Organisation Mondiale du Commerce a demandé au Costa Rica de remettre à jour ses zones franches. Ancienne pédiatre, von Herold fait campagne contre l'uranium et les armes atomiques depuis quelques temps déjà. Elle a été récemment élue au sein du réseau international Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement (PNND). « *L'impact de cette nouvelle loi est politique. Nous renforçons notre image traditionnelle de pays défendant une culture de paix* », indiquait von Herold. « *Notre travail visant à soutenir le modèle de Convention sur les armes nucléaires constitue un autre exemple qui devrait être suivi par bien d'autres pays.* »

Source Prenzenza.com





Un vent de changement souffle en Italie

La victoire retentissante du « oui » au référendum visant à abroger la privatisation de l'eau, le rejet de l'énergie nucléaire et une loi honteuse « ad personam » permettant à Berlusconi de ne pas se présenter aux procès le mettant en cause sous le prétexte d'un « obstacle juridique », a été un acte de désobéissance civile qui a impliqué 27 millions d'italiens.

Pour la première fois en seize ans, le quorum de 50% + un, nécessaire pour que le référendum soit valide, a été dépassé (cette fois, il atteint 57%) et le pourcentage de « oui » à toutes les questions a atteint plus de 90%. Le gouvernement Berlusconi a tenté jusqu'au dernier moment d'éviter ou d'entraver la consultation, d'abord avec une fausse annulation des règles relatives à l'énergie nucléaire, laissant la possibilité de l'introduire dans quelques années, quand les gens seraient « moins émotionnels et effrayés » après la tragédie de Fukushima, puis en demandant aux électeurs de rester chez eux et ne pas voter sur ces questions inutiles du référendum. Mais parmi les millions d'italiens qui sont allés voter, il y avait beaucoup d'électeurs de droite, dont les présidents régionaux et les maires avaient publiquement exprimé leur opposition aux centrales nucléaires et à la privatisation de l'eau.

En plus de la participation extraordinaire au référendum, le résultat le plus intéressant de cette victoire réside dans la façon dont nous l'avons obtenue : une campagne depuis la base, avec des centaines, des milliers d'initiatives partout en Italie organisée par les comités et les associations (et non par les partis de gauche, qui ont participé, à quelques exceptions près, seulement à la fin), une utilisation intense et intelligente d'Internet pour produire des spots et des vidéos efficaces, drôles et ironiques et pour contourner la censure honteuse de la télévision, dans un esprit ludique et irrévérencieux qui ont fait paraître les vieux politiciens du gouvernement encore plus sombres, pathétiques et déconnectés de la réalité.

Comme pour la campagne pour les élections locales d'il y a quelques semaines qui a porté le premier coup à Berlusconi & Co avec une victoire à Turin et à Bologne au premier tour et à Milan, Cagliari et Naples au second, les protagonistes de cette nouvelle saison sont les jeunes. Pas seulement des militants, mais aussi des personnes créatives, capables de se moquer d'elles-mêmes et d'autres avec des parodies hilarantes et de créer une ambiance festive partout, pleines d'engagement et porteuses d'un espoir qu'on n'avait pas vu depuis des années. Et c'est ça la chose la plus excitante, ce qui augure des bonnes choses pour l'avenir.



MOZAMBIQUE

Monde sans Guerres Mozambique a organisé dans les lycées le deuxième des quatre séminaires sur la non-violence.

Les séminaires sont destinés à sensibiliser les étudiants adolescents aux concepts de base de la non-violence. Les quatre écoles sont des écoles publiques situées dans des quartiers de banlieue et qui ne disposent que de faibles budgets. Les étudiants font face à de nombreux problèmes de violence, qui vont de l'intimidation à des bagarres entre eux, aux menaces sexuelles exercées par les enseignants, sans mentionner la violence la moins visible que ce système éducatif rétrograde représente dans son ensemble.

Telles étaient les questions – âprement – discutées lors des deux séminaires menés jusqu'à présent, et comme toujours, la discussion autour des problèmes sociaux a été accompagnée d'une partie de travail personnel tiré du Manuel de formation pour les membres du Mouvement Humaniste. Ce travail a laissé tous les participants à la fois surpris et inspirés par le fait d'établir des liens entre lutte sociale et vie personnelle ce qui a approfondi de façon significative la compréhension de toutes les personnes participant, les organisateurs de *Monde sans Guerres* y compris.

La suite des séminaires se poursuivra dans deux autres écoles au cours des prochaines semaines. Les volontaires de chaque école se réuniront pour une visite au Parc d'étude et de réflexion de Marracuene pour une journée complète d'échanges et pour apprendre à se connaître et planifier les activités futures.

ITALIE

l'arbre à kaki de Nagasaki à Castanedolo

En 1945, un arbre à kaki a miraculeusement survécu à la bombe atomique qui a détruit Nagasaki.

En 1995, le projet Arbre à Kaki a été lancé. Cet arbre, symbole de paix, a été planté dans 136 lieux de 20 pays.

En mai 2011, *Monde sans Guerres* a organisé avec la municipalité locale la plantation d'un arbre à kaki dans la ville de Castanedolo (Brescia) avec le projet d'apporter ce message de paix dans différents endroits d'Italie.





EQUATEUR

Parmi ses activités du mois de juin, l'équipe de base de *Monde Sans Guerres* de Guayaquil, Equateur, a donné des conférences-ateliers destinés aux étudiants de dernière année de Baccalauréat ainsi qu'aux membres de fondations d'aide sociale. Les conférences traitaient des différentes formes de violence, de la cohérence, de la motivation dans le travail et des biographies de Gandhi, Martin Luther King et Silo.



Collège Mixte Privé Letras y Vida

La conférence a été donnée à 50 étudiants en graphisme.

1. Image du groupe de jeunes qui ont participé avec le recteur de collège, Rosa Noboa de Fraga et Sonia de l'équipe de base de Guayaquil.



Collège Mixte Fiscal Patria Ecuatoriana

Dans ce centre d'études il y a un plus grand nombre d'étudiants parce qu'il y a plusieurs étudiants de l'enseignement supérieur.

2. Sonia Venegas Paz, membre de l'équipe de base de Guayaquil donne une explication sur les différentes formes de violence à la demande de certains des étudiants du Collège National lors d'une session en après-midi.



3. Un autre groupe d'étudiants au Collège Patria Ecuatoriana écoute un exposé sur la vie de Gandhi dans l'auditorium de l'institution.

Fondation Caminando Juntos por el Cambio

La troisième activité était destinée à des personnes dans une situation de risque constant.

4. Fernando Naranjo Villacis, de l'équipe de base de *Monde sans Guerres* à Guayaquil, donne un exposé de motivation aux personnes de la fondation.

5. Ricardo López, professeur à la Faculté de Communication Sociale et membre de l'équipe de base de *Monde sans Guerres* de Guayaquil, parle de la cohérence et dynamise les personnes de la Fondation.



ARGENTINE

Tucumán – Pendant l'année 2011 Les membres de *Monde Sans Guerres* continueront à organiser des ateliers dans des lycées sous le titre « Jeunes vers la Non-violence Active ». La première journée a eu lieu avec des étudiants et des professeurs de l'*Institut Agrotechnique Candelaria*, à Villa de Leales (Tucumán), qui ont participé avec enthousiasme.



Bulletin de Monde sans guerres et sans violence, organisation internationale humaniste.

EDITEURS : Anna Polo (Italie), Remigio Chilaule (Mozambique), Anne Farrell (Canada), Jana Jedlickova (République Tchèque), Kostas Klokas (Grèce), Tony Robinson (Pologne)

CONTACT : bulletin@worldwithoutwars.org

Toutes les parutions du bulletin sont disponibles pour téléchargement sur : www.worldwithoutwars.org

Diffusion et traduction sans limite.

